

BOUIRA

**Les propriétaires
de fusils de chasse
saisis reviennent
à la charge**

Depuis 13 ans, qu'est-ce que n'ont pas fait les pauvres paysans pour récupérer leurs fusils de chasse saisis par les autorités au début des années 1990 ?

Des sit-in, des rassemblements, des déplacements au siège de la wilaya de Bouira, au siège du secteur militaire de Bouira, au groupement de gendarmerie, à la 1^{re} Région militaire à Blida, au ministère de l'Intérieur, au Palais du gouvernement, à la présidence de la République. Qu'est-ce que n'ont pas entrepris ces humbles citoyens pour faire entendre leur voix et récupérer leurs armes ? Pendant 13 ans, depuis 1995, ils n'ont cessé de frapper à toutes les portes, mais, à chaque fois, ils se heurtent au silence accablant des autorités. Aucun responsable n'a daigné prendre une décision courageuse concernant cette épineuse question.

En attendant, ces milliers de citoyens qui réclament leurs armes se consomment à petit feu. Désespérés et ne sachant que faire, ils tiennent des rassemblements devant le siège de la wilaya de Bouira pour que les autorités daignent enfin compatir à leur souffrance et régler leur problème.

Hier dimanche, ils étaient pour la énième fois devant le siège de la wilaya de Bouira. Ils étaient venus pour saisir le wali, nouvellement installé, et sur lequel beaucoup de bien a été dit, contrairement à son prédécesseur. Hélas, le wali avait programmé une sortie sur le terrain et les propriétaires de fusils de chasse saisis ont dû, encore une fois, prendre leur mal en patience. L'un d'eux, Recham Rabah, d'Ath-Laâziz, nous dira : «Cela fait 28 jours que nous avons introduit une demande d'audience au wali, mais, jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucune réponse de sa part. A-t-il vraiment reçu notre demande ? Nous ne le savons pas.»

Ouegrifi Mohamed de Haïzer évoque ceux, parmi les premiers, qui étaient à leurs côtés pour revendiquer la restitution de leurs armes et qui ne sont plus de ce monde. «Nous sommes 9 600 personnes au niveau de la wilaya à revendiquer la restitution de nos armes, que nous avons remises aux autorités militaires au début des années 1990. Parmi les centaines de personnes qui se déplaçaient chaque semaine, depuis 13 ans à la wilaya, 33 sont mortes depuis sans avoir récupéré ce qui leur appartient. Que Dieu pardonne à tous ceux qui se moquent de nous ! Vous savez, en réalité, ces gens-là (les responsables, ndlr) sont en train de se moquer de leurs pères», se désole Aâmmi Mohamed.

Chemlal Ali de Chorfa enchaînera pour fustiger tous ces responsables qui refusent de les recevoir, en se cachant dans leurs bureaux ou en se déroband dès qu'ils apprennent leur présence sur les lieux. «C'est désolant et dommage pour notre pays», dira-t-il.

Cependant, aux environs de 10 h, une délégation a été reçue par un fonctionnaire, au niveau du cabinet, qui a promis de transmettre ses doléances au wali. Des doléances claires que Oualbani Achour de M'chedallah, moudjahid de son état et comptant dans sa famille 10 chouhada, résume ainsi : «Que l'Etat nous restitue nos armes ou, à défaut, nous indemnise pour qu'on achète de nouveaux fusils.»

Pour rappel, le ministre de l'Intérieur, interpellé par le député RCD, Ali Brahimi, a clairement déclaré que tant que la situation sécuritaire ne s'est pas améliorée, les fusils de chasse ne seront pas restitués à leurs propriétaires.

Peut-être, faudra-t-il attendre la prochaine élection présidentielle, pour voir le président Bouteflika prendre une décision «courageuse» concernant cette épineuse question

Y. Y.

PREMIER JOUR DE GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE

**Paralysie des hôpitaux et faible
adhésion des enseignants**

Premier jour de grève de la Fonction publique. Coup dur pour les syndicats de l'éducation face au succès impressionnant de la grève au sein des établissements de la santé publique. Le débrayage auquel a appelé la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique (CNSAFP) n'a pas soudé les rangs des fonctionnaires. Cependant, les hôpitaux étaient, hier, à l'échelle nationale, paralysés à raison de 90%, selon les premières estimations de la CNSAFP.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - A Oran, El-Bayadh, Adrar, Béchar, Oum-El-Bouaghi, Jijel et Béjaïa, les hôpitaux étaient complètement à l'arrêt. A Alger, ce sont les blocs opératoires qui sont le plus touchés par la grève, étant donné l'appel du syndicat des professeurs, docents et des maîtres assistants.

Le message a été donc bien reçu par la corporation. Ce n'est pas le cas du secteur de l'éducation où la grève a été peu suivie en raison des divergences entre les syndicats. Le CLA et le Cnapest, qui sont les plus représentés dans l'ensei-

gnement secondaire, se sont alliés à l'Intersyndicale de la Fonction publique qui n'a pas adhéré à ce mouvement de protestation.

Au niveau de l'enseignement moyen et primaire, les travailleurs sont partagés entre plusieurs syndicats, à savoir le SNTE avec ses deux ailes, l'une qui participe à la grève et l'autre qui bloque, le Snapap et la FNTE qui manifestent leur satisfaction de la nouvelle grille des salaires et, enfin, l'Unpef et le Satef qui, soulignons-le, ne sont pas suffisamment représentatifs sur le terrain. Selon M. Meriane, porte-parole de la

Coordination, «la faible participation du secteur de l'éducation à cette grève est due à la cacophonie provoquée par les trois syndicats qui ont rendu public un communiqué pour faire part du gel de la grève, alors qu'ils ne font pas partie de la Coordination», dira M. Meriane, tout en s'insurgeant contre ces gens qui brisent un mouvement social en ralliant les appareils de l'Etat. Ce n'est certes pas la première fois que les pouvoirs publics usent de moyens machiavéliques pour briser des mouvements sociaux, allant jusqu'à dresser des syndicalistes contre leurs collègues, ce qui est grave.

Ouéré M. Meriane répond au ministre de l'Education nationale en lui disant que «les revendications de la Coordination sont légitimes et c'est ce qui légitime aussi la grève».

Notre interlocuteur précise que les «syndicats ne font pas dans la compétition électorale, en exposant des chiffres mais veulent seulement avancer des

revendications portées par une majorité de fonctionnaires». Il n'omettra pas de signaler que le taux de participation dans le secteur de l'éducation varie entre 40 et 50%.

Des chiffres évidemment très loin des 4% annoncés par le département de Benbouzid. M. Meriane profite de cette opportunité pour dénoncer les menaces brandies par le ministre de l'Education qui a annoncé des ponctions sur salaire pour chaque journée de grève. «Le ministre a touché là où ça fait le plus mal, à savoir leurs salaires. Ce sont des méthodes dignes d'un autre âge», dira-t-il avec amertume.

Pour rester dans la mobilisation, M. Meriane a déclaré que certaines wilayas ont brandi la menace d'aller vers une grève illimitée. Les pouvoirs publics sont donc interpellés pour prendre en charge les revendications des enseignants avant le durcissement des actions de protestation.

R. M.

TIZI-OUZOU

L'habituelle guerre des chiffres

Les syndicats autonomes n'ont pas raté leur coup, hier à Tizi-Ouzou, tant, devant l'étonnement de certains, l'appel à la grève a été perçu dans une mesure beaucoup plus importante qu'on ne pouvait le penser, et ce même si, selon un membre du bureau de wilaya de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), la Coordination des syndicats autonomes de la Fonction publique s'attendait à mieux.

Ce sont, a-t-il expliqué, les intimidations et les menaces de représailles proférées par l'administration qui ont fait que, par exemple, seulement 65 % des travailleurs du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle ont répondu au

mot d'ordre de grève générale. L'éducation et, dans une moindre mesure, l'enseignement supérieur et la santé ont été, il est vrai, les branches d'activité qui fonctionnaient le plus au ralenti hier. Ainsi, il était loisible de constater que, dans

l'écrasante majorité des établissements scolaires des trois paliers, à Tizi-Ouzou, l'ambiance était inhabituellement morose. «Les conditions sociales qu'on nous impose depuis quelque temps et les réformes qui ne réforment rien font, qu'aujourd'hui, je ne peux m'offrir le luxe de faire comme si je n'étais pas concernée par cette action», commentait une institutrice qui dit avoir, pourtant, perdu toute sa confiance quand on lui parle des syndicats. Les syndicats avancent des chiffres, qui, comme de

coutume, ne concordent pas tellement avec ceux avancés par les responsables des secteurs concernés.

A l'instar de la Direction de l'éducation de la wilaya qui fait état d'un taux de suivi de 26,31 % ou encore de la santé et de l'enseignement supérieur où, officiellement, seulement respectivement 10 et 12 % des personnels ont été sensibles à l'appel à la grève du 15 octobre.

En somme, toute la rituelle guerre des chiffres.

A. M.

BOUIRA

Très peu suivie

La grève de trois jours, à laquelle a appelé la Cnsafp a été très peu suivie au niveau de la wilaya de Bouira, et ce pour la simple et bonne raison que la majorité des syndicats ayant souscrit à cet appel ne sont pas bien implantés dans cette région.

En effet, hormis l'Unpef, dont l'ancrage a été illustré hier en ce premier jour de grève, avec des taux oscillant entre 46 et 75 %, les autres syndicats ont tous brillé par leur absence.

Ainsi, l'Unpef, ce syndicat du personnel de l'éducation et de la formation, bien implanté au niveau du moyen et du primaire, a réussi à paralyser un tant soit peu le secteur, avec un taux de suivi de la grève

atteignant 75 % dans la daïra de Bouira. Au niveau de la wilaya, on parle de 46 % pour le primaire, qui compte un peu plus de 485 écoles, et de 51 % pour le moyen qui compte 90 CEM. Des chiffres certes exagérés, mais la Direction de l'éducation de la wilaya, qui devait communiquer «ses» chiffres, a brillé, encore une fois, par son absence. Au niveau des lycées, le Snapest

de Meziane Meriane, n'étant point représenté au niveau de la wilaya, acquise au Cnapest, qui n'est pas impliqué dans ce débrayage, c'est tout naturellement que la grève a été superbement ignorée.

Enfin, au niveau du secteur de la santé, les cinq syndicats ne sont pas structurés dans la wilaya de Bouira. Aussi, la grève n'a-t-elle pas été suivie.

Y. Y.

MASCARA

Un débrayage mitigé

Le mot d'ordre des syndicats appelant à la grève n'a pas été suivi, selon les chiffres communiqués par l'administration hier en début d'après-midi.

Ainsi à Mascara, aucune grande perturbation n'a été enregistrée dans le secteur

de l'éducation, comme nous l'avons constaté au lycée Djamel-Eddine-El-Afghani où nous nous sommes rendus dans la matinée d'hier. Le taux de participation à la grève de 0,55%, soit 57 enseignants qui ont débrayer sur 2 980. Concernant la santé, le représentant du syndicat des praticiens fait état d'un taux de participation de 65% à Mascara,

alors que du côté officiel et cette fois-ci pour l'ensemble du territoire de la wilaya, ce sont 25 médecins spécialistes sur 175 et 32 généralistes sur 428 qui ont suivi le mot d'ordre de grève. Pour les autres corps, le taux de participation n'a pas dépassé 1,5% avec 57 grévistes.

M. Meddeber